

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2009 — 2675

[C — 2009/29381]

**14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux procédures de reconnaissance, de fin anticipée de reconnaissance et de suspension ou de suppression du financement des Centres de ressources relatifs à la transmission de la mémoire et des Centres labellisés relatifs à la transmission de la mémoire visés par le décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes, notamment les articles 11 à 14;

Vu l'avis n° 46.309/2 du Conseil d'Etat, donné le 22 avril 2009;

Sur proposition du Ministre-Président et du Ministre de l'Enseignement obligatoire;

Après délibération du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 2009,

Arrête :

*CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

- le décret : le décret du 13 mars 2009 relatif à la transmission de la mémoire des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des faits de résistance ou des mouvements ayant résisté aux régimes qui ont suscité ces crimes;

- le Conseil : le Conseil de la transmission de la mémoire visé au Chapitre II du décret;

- les Centres de ressources : les Centres de ressources relatifs à la transmission de la mémoire visés au Chapitre IV du décret;

- les Centres labellisés : les Centres labellisés relatifs à la transmission de la mémoire visés au Chapitre V du décret;

- le dossier : le dossier visé à l'article 11, § 4, du décret lorsqu'il s'agit des Centres de ressources et à l'article 13, § 4, lorsqu'il s'agit des Centres labellisés;

- la Cellule de coordination pédagogique : la Cellule de coordination pédagogique Démocratie ou barbarie du Ministère de la Communauté française;

- un candidat : une association sans but lucratif candidate soit en tant que « Centre de ressources » soit en tant que « Centre labellisé », en application du décret.

*CHAPITRE 2. — Dispositions relatives aux Centres de ressources*

**Art. 2.** La reconnaissance des Centres de ressources se fait conformément à l'article 11 du décret.

Aux fins de vérifier si le candidat répond aux critères de recevabilité et de fond, le dossier remis à la Cellule de coordination pédagogique par un candidat est notamment constitué :

1° des statuts de l'ASBL;

2° d'une présentation de l'association et de l'action qu'elle a développée au cours des deux années précédant celle de l'introduction de la candidature;

3° d'un plan d'action pluriannuel (axes d'action privilégiés, manière dont ils seront développés, détail des activités nouvelles projetées, etc.) en adéquation avec l'objet du décret et avec les missions et critères de reconnaissance des Centres de ressources (article 11, § 2 et 3 du décret);

4° d'un plan budgétaire définissant l'utilisation et l'affectation de la subvention demandée;

5° d'une description de l'équipe et des compétences sur lesquelles s'appuie l'action de l'association pour assurer les fonctions éducatives et d'animation :

- nombre de permanents (formation, expérience, fonctions),

- bénévoles en situation de responsabilité (formation, expérience, fonctions);

6° d'une liste d'études, articles ou commentaires publiés, relatifs à l'objet du décret, sous forme de périodiques, de lettres d'information ou de revues, ou la description du centre de documentation de l'ASBL accessible au public comprenant des ouvrages inventoriés présentant un intérêt scientifique, pédagogique ou culturel.

La Cellule de coordination pédagogique peut établir un document type notamment accessible sur le site Internet du Ministère de la Communauté française.

**Art. 3.** Si le dossier introduit est incomplet, la Cellule de Coordination pédagogique peut en accepter les éléments manquants durant une période de quinze jours ouvrables maximum après la réception du dossier.

La Cellule de coordination pédagogique peut demander toute information complémentaire au candidat.

La Cellule de coordination pédagogique avertit les candidats non retenus par courrier.

**Art. 4.** Les subventions allouées aux Centres de ressources sont liquidées en deux temps.

La première année, une première tranche de 80 % est liquidée au moment de la reconnaissance de l'ASBL en tant que Centre de ressources.

La seconde tranche de 20 % est liquidée sur la base des justificatifs fournis lors de la remise à la Cellule de coordination pédagogique d'un dossier d'évaluation annuel comprenant notamment un rapport d'activités et un rapport financier. La Cellule de coordination pédagogique évalue ce dossier et fait rapport au Conseil.

Les années suivantes, une première tranche de 50 % est liquidée au début de l'exercice. La seconde tranche de 50 % est liquidée sur la base des justificatifs fournis lors de la remise à la Cellule de coordination pédagogique du dossier d'évaluation annuel comprenant un rapport d'activités et un rapport financier. La Cellule de coordination pédagogique évalue ce dossier et fait rapport au Conseil.

**Art. 5.** Chaque année, les Centres de ressources remettent un dossier d'évaluation à la Cellule de coordination pédagogique comprenant notamment :

*a.* un rapport d'activités attestant du respect :

- des objectifs du décret;
- des missions des Centres de ressources;
- des critères de reconnaissance des Centres de ressources;
- du programme d'activités défini par l'ASBL reconnue en tant que Centre de ressources lors du dépôt de candidature.

*b.* un rapport financier.

La Cellule de coordination pédagogique vérifie le rapport d'activités et le rapport financier. Elle en fait rapport au Conseil.

*a.* si les rapports d'activités et financier ne sont pas conformes, une proposition de suppression de la reconnaissance et des subventions est adressée au Gouvernement par le Conseil;

*b.* si l'un des rapports n'est pas conforme, une proposition de suspension de la reconnaissance et des subventions est adressée au Gouvernement par le Conseil. Le Conseil précise dans sa proposition une durée de suspension de la reconnaissance et un montant de la suspension des subventions proportionnels au degré de non-conformité des activités reprises dans le rapport d'activités ou proportionnel au degré de non-conformité du rapport financier.

Si le Centre de ressources ne répond plus aux critères de reconnaissance ou manque gravement à ses missions, le Conseil peut à tout moment adresser au Gouvernement une proposition de suppression ou de suspension de la reconnaissance et des subventions.

### CHAPITRE 3. — *Dispositions relatives aux Centres labellisés*

**Art. 6.** La reconnaissance des Centres labellisés se fait conformément à l'article 13 du décret.

Aux fins de vérifier si le candidat répond aux critères de recevabilité et de fond, le dossier remis à la Cellule de coordination pédagogique par une association candidate est notamment constitué :

1° d'une présentation de l'association et de l'action qu'elle a développée au cours de l'année précédant celle de l'introduction de la candidature;

2° d'un plan d'action portant sur les 12 mois à venir, (axes d'action privilégiés, manière dont ils seront développés, détail des activités nouvelles projetées, etc.) en adéquation avec l'objet du décret et avec les missions et critères de reconnaissance des Centres labellisés (article 13, § 2 et 3 du décret);

3° d'un plan budgétaire définissant l'utilisation et l'affectation de la subvention demandée.

La Cellule de coordination pédagogique peut établir un document type notamment accessible sur le site Internet du Ministère de la Communauté française.

**Art. 7.** Si le dossier introduit est incomplet, la Cellule de coordination pédagogique peut en accepter les éléments manquants durant une période de quinze jours ouvrables maximum après la réception du dossier.

La Cellule de coordination pédagogique peut demander toute information complémentaire au candidat.

La Cellule de coordination pédagogique avertit les candidats non retenus par courrier.

**Art. 8.** Les subventions allouées aux Centres labellisés sont liquidées en deux temps.

La première année, une première tranche de 80 % est liquidée au moment de la reconnaissance de l'ASBL en tant que Centre labellisé.

La seconde tranche de 20 % est liquidée sur la base des justificatifs fournis lors de la remise à la Cellule de coordination pédagogique d'un dossier d'évaluation annuel comprenant notamment un rapport d'activités et un rapport financier. La Cellule de coordination pédagogique évalue ce dossier et fait rapport au Conseil.

La deuxième année, une première tranche de 50 % est liquidée au début de l'exercice. La seconde tranche de 50 % est liquidée sur la base des justificatifs fournis lors de la remise à la Cellule de coordination pédagogique du dossier d'évaluation annuel comprenant un rapport d'activités et un rapport financier. La Cellule de coordination pédagogique évalue ce dossier et fait rapport au Conseil.

**Art. 9.** Chaque année, les Centres labellisés remettent un dossier d'évaluation à la Cellule de coordination pédagogique comprenant notamment :

a. un rapport d'activités attestant du respect :

- des objectifs du décret;
- des missions des Centres labellisés;
- des critères de reconnaissances des Centres labellisés;
- du programme d'activités défini par l'ASBL reconnue en tant que Centre labellisé lors du dépôt de candidature.

b. un rapport financier.

La Cellule de coordination pédagogique vérifie le rapport d'activités et le rapport financier. Elle en fait rapport au Conseil.

a. si les rapports d'activités et financier ne sont pas conformes, une proposition de suppression de la reconnaissance et des subventions sera adressée au Gouvernement par le Conseil;

b. si l'un des rapports n'est pas conforme, une proposition de suspension de la reconnaissance et des subventions sera adressée au Gouvernement par le Conseil. Le Conseil précise dans sa proposition une durée de suspension de la reconnaissance et un montant de la suspension des subventions proportionnels au degré de non-conformité des activités reprises dans le rapport d'activités ou proportionnel au degré de non-conformité du rapport financier.

Si le Centre labellisé ne répond plus aux critères de reconnaissance ou manque gravement à ses missions, le Conseil peut à tout moment adresser au Gouvernement une proposition de suppression ou de suspension de la reconnaissance et des subventions.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 11.** Le Ministre-Président et le Ministre de l'Enseignement obligatoire sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,

Ch. DUPONT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2675

[C - 2009/29381]

**14 MEI 2009.** — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de procedures voor de erkenning, de vervroegde intrekking van de erkenning, en voor de schorsing of de beëindiging van de financiering van de bronnencentra voor de overdracht van de herinnering en de gelabelde centra voor de overdracht van de herinnering bedoeld in het decreet van 13 maart 2009 betreffende de overdracht van de herinnering aan misdaden van genocide, misdaden tegen de menselijkheid, oorlogsmisdaden en verzetsdaden of bewegingen die verzet boden tegen de regimes die deze misdaden hebben veroorzaakt**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 13 maart 2009 betreffende de overdracht van de herinnering aan misdaden van genocide, misdaden tegen de menselijkheid, oorlogsmisdaden en verzetsdaden of bewegingen die verzet boden tegen de regimes die deze misdaden hebben veroorzaakt, inzonderheid op de artikelen 11 tot 14;

Gelet op het advies nr. 46.309/2 van de Raad van State, gegeven op 22 april 2009;

Op de voordracht van de Minister-President en van de Minister van Leerplichtonderwijs;

Na beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 mei 2009,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** In de zin van dit artikel, wordt verstaan onder :

- het decreet : het decreet van 13 maart 2009 betreffende de overdracht van de herinnering aan misdaden van genocide, misdaden tegen de menselijkheid, oorlogsmisdaden en verzetsdaden of bewegingen die verzet boden tegen de regimes die deze misdaden hebben veroorzaakt;

- de Raad : Raad voor de overdracht van de herinnering, bedoeld in hoofdstuk II van het decreet;

- de bronnencentra : de bronnencentra voor de overdracht van de herinnering, bedoeld in hoofdstuk IV van het decreet;

- de gelabelde centra : de gelabelde centra voor de overdracht van de herinnering, bedoeld in hoofdstuk V van het decreet;

- het dossier : het dossier bedoeld in artikel 11, § 4, van het decreet, als het gaat om de bronnencentra, en in artikel 13, § 4, als het gaat om de gelabelde centra;

- de cel voor pedagogische coördinatie : de cel voor pedagogische coördinatie « Démocratie ou barbarie » van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

- een kandidaat : een vereniging zonder winstoogmerk die kandidaat is ofwel als « bronnencentrum » ofwel als « gelabeld centrum », met toepassing van het decreet.

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen betreffende de bronnencentra*

**Art. 2.** De erkenning van de bronnencentra geschiedt overeenkomstig artikel 11 van het decreet.

Ten einde na te kijken of de kandidaat beantwoordt aan de criteria betreffende de ontvankelijkheid en de grond, moet het dossier dat aan de cel voor pedagogische coördinatie door een kandidaat wordt voorgelegd, inzonderheid de volgende gegevens omvatten :

1°) de statuten van de VZW;

2°) een voorstelling van de vereniging en van de actie die ze heeft ontwikkeld gedurende de twee jaren die voorafgaan aan het jaar waarin de kandidatuur wordt ingediend;

3°) een meerjarig actieplan (prioritaire actielijnen, wijze waarop ze zullen worden ontwikkeld, detail van de ontworpen nieuwe activiteiten, enz.) in overeenstemming met het doel van het decreet en met de opdrachten en criteria voor de erkenning van de bronnencentra (artikel 11, §§ 2 en 3 van het decreet);

4°) een begrotingsplan houdende bepaling van de aanwending en de bestemming van de aangevraagde subsidie;

5°) een beschrijving van het team en van de bevoegdheden waarmee de actie van de vereniging wordt gevoerd om de opvoedings- en animatiefuncties uit te oefenen :

- aantal vaste personeelsleden (opleiding, ervaring, functies),
- vrijwilligers met verantwoordelijkheid (opleiding, ervaring, functies);

6°) een lijst met gepubliceerde studies, artikelen of commentaren, betreffende het doel van het decreet, in de vorm van tijdschriften, periodieken of informatiebrieven, of de beschrijving van het documentatiecentrum van de VZW, toegankelijk voor het publiek, dat geïnventariseerde werken met een wetenschappelijke, pedagogische of culturele waarde omvatten.

De cel voor pedagogische coördinatie kan een modeldocument vaststellen, dat inzonderheid op de website van het Ministerie van de Franse Gemeenschap toegankelijk is.

**Art. 3.** Indien het ingediende dossier onvolledig is, kan de cel voor pedagogische coördinatie de ontbrekende gegevens ervan toelaten gedurende een periode van hoogstens vijftien werkdagen na ontvangst van het dossier.

De cel voor pedagogische coördinatie kan de kandidaat om elke aanvullende informatie vragen.

De cel voor pedagogische coördinatie verwittigt per brief de kandidaten die niet in aanmerking komen.

**Art. 4.** De subsidies die aan de bronnencentra worden toegekend, worden in twee fasen uitbetaald.

In het eerste jaar, wordt een eerste schijf van 80 % uitbetaald op het ogenblik van de erkenning van de VZW als bronnencentrum.

De tweede schijf van 20 % wordt uitbetaald op grond van verantwoordingsstukken die worden overgelegd bij de indiening voor de cel voor pedagogische coördinatie van een dossier betreffende de jaarlijkse evaluatie, houdende inzonderheid een activiteitenverslag en een financieel verslag. De cel voor pedagogische coördinatie onderzoekt dat dossier en brengt verslag aan de Raad uit.

In de volgende jaren wordt een eerste schijf van 50 % uitbetaald bij het begin van het dienstjaar. De tweede schijf van 50 % wordt uitbetaald op grond van de bewijsstukken die worden overgelegd bij de indiening voor de cel voor pedagogische coördinatie van een dossier betreffende de jaarlijkse evaluatie, houdende inzonderheid een activiteitenverslag en een financieel verslag. De cel voor pedagogische coördinatie onderzoekt dat dossier en brengt verslag aan de Raad uit.

**Art. 5.** Elk jaar leggen de bronnencentra een evaluatiedossier voor aan de cel voor pedagogische coördinatie, houdende inzonderheid :

a. een activiteitenverslag dat het bewijs levert van de naleving van :

- de doelstellingen van het decreet;
- de opdrachten van de bronnencentra;
- de criteria voor de erkenning van de bronnencentra;
- het activiteitenprogramma dat bepaald wordt door de VZW erkend als bronnencentrum bij de indiening van de kandidatuur;

b. een financieel verslag.

De cel voor pedagogische coördinatie onderzoekt het activiteitenverslag en het financieel verslag. Zij brengt verslag bij de Raad uit,

a. indien het activiteitenverslag en het financieel verslag niet in overeenstemming zijn, wordt een voorstel tot intrekking van de erkenning en van de subsidies aan de Regering door de Raad gericht;

b. indien één van de verslagen niet in overeenstemming is, wordt een voorstel tot schorsing van de erkenning en van de subsidies aan de Regering door de Raad gericht. De Raad bepaalt in zijn voorstel de duur van de schorsing van de erkenning en het bedrag voor de schorsing van de subsidies die evenredig zijn aan de graad waarin de in het activiteitenverslag opgenomen activiteiten niet in overeenstemming zijn of die evenredig zijn aan de graad waarin het financieel verslag niet in overeenstemming is.

Indien het bronnencentrum niet meer beantwoordt aan de criteria voor de erkenning of bij de uitoefening van zijn opdrachten ernstig tekort komt, kan de Raad te allen tijde de Regering een voorstel tot intrekking of schorsing van de erkenning en van de subsidies meedelen.

HOOFDSTUK 3.— *Bepalingen betreffende de gelabelde centra*

**Art. 6.** De erkenning van de gelabelde centra geschiedt overeenkomstig artikel 13 van het decreet.

Ten einde na te kijken of de kandidaat beantwoordt aan de criteria betreffende de ontvankelijkheid en de grond, moet het dossier dat aan de cel voor pedagogische coördinatie door een kandidaat-vereniging wordt voorgelegd, inzonderheid de volgende gegevens omvatten :

1°) een voorstelling van de vereniging en van de actie die ze heeft ontwikkeld gedurende het jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de kandidatuur wordt ingediend;

2°) een meerjarig actieplan voor de volgende 12 maanden (prioritaire actielijnen, wijze waarop ze zullen worden ontwikkeld, detail van de ontworpen nieuwe activiteiten, enz.) in overeenstemming met het doel van het decreet en met de opdrachten en criteria voor de erkenning van de gelabelde centra (artikel 11, §§ 2 en 3 van het decreet);

3°) een begrotingsplan houdende bepaling van de aanwending en de bestemming van de aangevraagde subsidie;

De cel voor pedagogische coördinatie kan een modeldocument vaststellen, dat inzonderheid op de website van het Ministerie van de Franse Gemeenschap toegankelijk is.

**Art. 7.** Indien het ingediende dossier onvolledig is, kan de cel voor pedagogische coördinatie de ontbrekende gegevens ervan toelaten gedurende een periode van hoogstens vijftien werkdagen na ontvangst van het dossier.

De cel voor pedagogische coördinatie kan de kandidaat om elke aanvullende informatie vragen.

De cel voor pedagogische coördinatie verwittigt per brief de kandidaten die niet in aanmerking komen.

**Art. 8.** De subsidies die aan de gelabelde centra worden toegekend, worden in twee fasen uitbetaald.

In het eerste jaar, wordt een eerste schijf van 80 % uitbetaald op het ogenblik van de erkenning van de VZW als gelabeld centrum.

De tweede schijf van 20 % wordt uitbetaald op grond van verantwoordingsstukken die worden overgelegd bij de indiening voor de cel voor pedagogische coördinatie van een dossier betreffende de jaarlijkse evaluatie, houdende inzonderheid een activiteitenverslag en een financieel verslag. De cel voor pedagogische coördinatie onderzoekt dat dossier en brengt verslag aan de Raad uit.

In het tweede jaar wordt een eerste schijf van 50 % uitbetaald bij het begin van het dienstjaar. De tweede schijf van 50 % wordt uitbetaald op grond van de bewijsstukken die worden overgelegd bij de indiening voor de cel voor pedagogische coördinatie van een dossier betreffende de jaarlijkse evaluatie, houdende een activiteitenverslag en een financieel verslag. De cel voor pedagogische coördinatie onderzoekt dat dossier en brengt verslag aan de Raad uit.

**Art. 9.** Elk jaar leggen de gelabelde centra een evaluatiedossier voor aan de cel voor pedagogische coördinatie, houdende inzonderheid :

a. een activiteitenverslag dat het bewijs levert van de naleving van :

- de doelstellingen van het decreet;

- de opdrachten van de gelabelde centra;

- de criteria voor de erkenning van de gelabelde centra;

- het activiteitenprogramma dat bepaald wordt door de VZW erkend als gelabeld centrum bij de indiening van de kandidatuur;

b. een financieel verslag.

De cel voor pedagogische coördinatie onderzoekt het activiteitenverslag en het financieel verslag. Zij brengt verslag bij de Raad uit,

a. indien het activiteitenverslag en het financieel verslag niet in overeenstemming zijn, wordt een voorstel tot intrekking van de erkenning en van de subsidies aan de Regering door de Raad gericht;

b. indien één van de verslagen niet in overeenstemming is, wordt een voorstel tot schorsing van de erkenning en van de subsidies aan de Regering door de Raad gericht. De Raad bepaalt in zijn voorstel de duur van de schorsing van de erkenning en het bedrag voor de schorsing van de subsidies die evenredig zijn aan de graad waarin de in het activiteitenverslag opgenomen activiteiten niet in overeenstemming zijn of die evenredig zijn aan de graad waarin het financieel verslag niet in overeenstemming is.

Indien het gelabeld centrum niet meer beantwoordt aan de criteria voor de erkenning of bij de uitoefening van zijn opdrachten ernstig tekort komt, kan de Raad te allen tijde de Regering een voorstel tot intrekking of schorsing van de erkenning en van de subsidies meedelen.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 11.** De Minister-President en de Minister van Leerplichtonderwijs worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 mei 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leerplichtonderwijs,  
Ch. DUPONT